



StreetNet International publie ce bulletin en quatre langues pour donner les informations et opinions aux affiliés



Ci-dessus: StreetNet soutient aussi le mouvement des ramasseurs de déchets organisés. On voit sur la photo des membres de l'Association des Ramasseurs de déchets en Afrique du Sud, qui sont en train de s'organiser dans tout le pays avec le soutien de Groundwork, une organisation pour la justice environnementale

Les vendeurs de rue et le changement climatique

par Pat Horn, StreetNet

StreetNet et COP17

En 2010, nous avons appris que la 17ème Conférence des Parties pour discuter du changement climatique (COP17) se tiendra à Durban en Décembre 2011. Lors d'une conférence nationale de la société civile sur le changement climatique qui s'est tenue à Durban du 26-28 Janvier 2011, un comité pour le COP17 a été élu pour coordonner le programme d'activisme de la société civile vers COP17.

Bien que StreetNet ait participé à la conférence, un défi permanent, c'est que les vendeurs de rue ne sont pas très au courant des questions liées au changement climatique - et en se conformant aux discussions tenues à ce sujet au troisième Congrès international de StreetNet en 2010, nous avons décidé d'encourager les vendeurs de rue Sud-africains à participer activement au processus de la société civile jusqu'au COP17.

Les partenaires stratégiques de StreetNet, à savoir COSATU (Congrès des syndicats sud-africains), SDCEA (Sud Durban Community Environmental Alliance) et Abahlali baseMjondolo (un mouvement des habitants des bidonvilles) étaient tous représentés au sein du Comité de 17 pour COP17 connu sous le nom C17.

En 2011 une crise post-inondation (après les inondations généralisées de Décembre 2010 et Janvier 2011) a provoqué une forte augmentation des prix des aliments causée par la destruction des cultures alimentaires par les inondations dans le monde entier, et parce qu'il était devenu beaucoup plus difficile d'importer à partir de ces pays (comme le Brésil) qui ont également été touchés par les inondations. ►

Ceci a eu un impact sur les vendeurs de rue qui se sont démenés pour maintenir leurs prix à des niveaux accessibles par leurs clients. C'est une question liée directement au changement climatique, avec un effet direct sur les moyens de subsistance des vendeurs de rue. C'est ainsi que les vendeurs de rue ont participé aux programmes de la société civile vers COP17 dans le cadre de leurs propres luttes de subsistance. StreetNet a facilité une réunion entre SDCEA et COSATU/KwaZulu-Natal pour renforcer les partenariats stratégiques sur le terrain entre ces organisations. StreetNet soutient également les revendications des mouvements de ramasseurs de déchets organisés en Inde et en Amérique latine pour lutter contre le changement climatique à travers le recyclage des déchets.

Ils ont soumis leurs revendications à la CNUCC (Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique) et à la COP16 à Cancun. Ils ont participé à la COP17 à Durban - et ont assisté au lancement de l'Association des Ramasseurs de déchets en Afrique du Sud (SAWPA) qui a été formé par les ramasseurs de déchets qui se sont organisés à travers le pays avec le soutien de l'organisation environnementale Groundwork.

Un sommet de la société civile a eu lieu parallèlement à la COP17 comme cela était le cas lors de la COP15 à Copenhague et la COP16 à Cancun. StreetNet et nos organisations partenaires dans la province du KwaZulu-Natal ont assuré la participation unie à la Journée Mondiale d'Action contre le changement climatique, le 3 Décembre 2011, des vendeurs de rue organisés, en alliance avec d'autres groupes de travailleurs du secteur informel tels que les pêcheurs de subsistance et les fermiers organisés par SDCEA, les ramasseurs de déchets organisés par SAWPA, et les travailleurs dans l'économie formelle organisés par COSATU ainsi que d'autres organisations syndicales.

Solidarité entre les vendeurs ambulants et les ramasseurs de déchets

AFRIQUE - En Septembre 2010, les participants des organisations des vendeurs de rue et ramasseurs de déchets, deux secteurs de travail dans l'économie informelle, de la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, la Guinée, le Kenya, le Niger, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Togo et le Zimbabwe en Afrique, Pune, en Inde, le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou en Amérique latine, et les syndicalistes en provenance du Tchad et du Burkina Faso, se sont réunis au Sénégal.

La réunion fut organisée par StreetNet, qui a demandé à tous ses affiliés d'Afrique d'aborder les ramasseurs de déchets en solidarité et les aider à s'organiser collectivement, leur offrir l'opportunité de rencontrer des organisations expérimentées de ramasseurs de

déchets en provenance de l'Inde et d'Amérique latine pour échanger leurs expériences.

AMÉRIQUE LATINE - En Février 2012, une délégation de haut niveau de StreetNet a participé à la réunion des travailleurs du recyclage des déchets en Amérique Centrale à l'assemblée régionale latino-américaine des travailleurs de recyclage des déchets, suivie d'une réunion entre ce réseau (Red Lacre) et leurs partenaires et alliés dont StreetNet, au Nicaragua - en tant que partenaire clé de la classe ouvrière représentant les travailleurs dans un autre secteur de l'économie informelle (c'est -à- dire commerçants informels).

Qu'est-ce que le changement climatique a à faire avec les communautés vulnérables?

Le changement climatique peut être défini comme un changement rapide des conditions météorologiques et des sécheresses, des inondations et des températures plus élevées, à plus long terme. Ce changement des conditions météorologiques peut entraîner de graves événements naturels, par exemple l'élévation du niveau de la mer et les tempêtes extrêmes.

Dans la plupart des pays africains, la température augmente déjà très rapidement - par tout un degré dans les deux dernières décennies - à cause des activités humaines qui émettent des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces activités essentiellement industrielles-capitalistes consistent en la combustion du charbon et d'autres combustibles fossiles pour produire de l'électricité ainsi que la destruction des forêts et des terres agricoles au nom du développement, comme le monde devient de plus en plus urbanisé.

Comme la Terre se réchauffe et, beaucoup plus sujettes aux inondations et aux sécheresses dans certaines régions, les communautés pauvres seront les plus touchées. Ces impacts comprennent:

- 1 **Impacts sur la santé**, allant des éruptions cutanées à des cas plus graves de déshydratation et de cancer de la peau. Les effets indirects sur la santé causés par les changements des écosystèmes peuvent provoquer des maladies mortelles comme le choléra. La propagation des maladies comme le paludisme affectent beaucoup plus les communautés pauvres quand ils n'ont pas accès aux établissements de santé ou à un traitement médical efficace
- 2 **La biodiversité** désigne différentes formes de vie, et le changement climatique qui se traduit par une pertedramatique des espèces. La biodiversité est importante aux populations des pays pauvres car elle fournit de la nourriture, du carburant, des abris et des médicaments, ce qui rend les gens des pays pauvres vulnérables au changement climatique. ►

3 La production agricole est touchée car la plupart des cultures dépendent de la pluie. Les changements climatiques, comme le changement des saisons, la sécheresse, les précipitations élevées/faibles, provoquent un faible rendement de la production agricole. Beaucoup de pauvres comptent sur l'emploi et sur un revenu provenant des activités agricoles, mais l'ONU estime que neuf sur dix paysans africains pourraient perdre leur capacité à cultiver.

La première étape de l'activisme sur le changement climatique est de rendre les communautés conscientes des effets du changement climatique et quels sont ses effets négatifs sur leur vie et leurs moyens de subsistance. La deuxième étape consiste à équiper les communautés à risque avec la connaissance et les compétences sur comment s'adapter et survivre dans un climat changeant et comment parvenir à un mode de vie durable. L'étape la plus importante consiste à exercer une pression collective sur nos gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques, des lois et des stratégies d'investissement qui mettent fin à notre dépendance aux combustibles fossiles et au contraire, profiter du potentiel des énergies renouvelables et du transport en commun, pour transformer la société effectivement. ■



Ci-dessus: Journée Mondiale d'Action contre le changement climatique: StreetNet, ses organisations partenaires et la Société Civile unis lors de la grande marche où ils ont exprimé leurs préoccupations. On estime qu'environ 10 000 personnes ont participé à cet événement.

L'Économie Verte et le Travail Décent pour les Travailleurs Indépendants dans L'économie Informelle

par Blanca Llerena G. – FUTRAND

Dépendre de la santé globale au lieu du travail. C'est clair que la contamination critique de l'environnement, à l'échelle mondiale, est causée par les émissions de gaz toxiques et les gaz à effet de serre de grandes industries, par la grande quantité de produits chimiques des effluents qui sont rejetés dans l'air, les cours d'eau, et le sol dans les bassins versants, ainsi que par les résidus de pesticides dangereux dans les écosystèmes agricoles et alimentaires et leur impact sur la santé des populations locales.

En outre, la surexploitation et l'épuisement des ressources naturelles, la déforestation, l'érosion et la diminution de la biodiversité, ont causé le réchauffement et le changement climatique, qui affectent les populations locales et la santé des travailleurs.

Les effets du changement climatique sur la santé des travailleurs indépendants dans l'économie informelle.

Nous sommes des travailleurs très vulnérables, parce que, surtout à cause de notre niveau élevé de pauvreté, nous sommes exposés aux grands risques et aux accidents du travail; nous rencontrons des dangers physiques, chimiques et biologiques avec une incidence élevée d'accidents et de maladies liées au travail; beaucoup d'entre nous, p.ex. les vendeurs de rue, nous travaillons en plein air sans aucune protection ou une structure physique pour nous protéger contre la contamination de l'environnement. Ainsi, nous sommes plus à risque par rapport à d'autres travailleurs. Nous sommes exposés aux bruits, à la silicose, aux poisons, aux pesticides, aux métaux, aux solvants, et aux neurotoxines qui conduisent aux troubles musculo-squelettiques, cancer, malformations, avortements, troubles de santé mentale, vieillissement prématuré et à la mort précoce. C'est triste de voir des collègues malades, sans assistance médicale, si ils meurent, il n'y a pas de ressources économiques pour l'enterrement, il ya absence totale de l'Etat pour aider. Donc, nous demandons, si nous sommes plus de la moitié du PNB, qui est-ce que l'Etat protège alors?

Les alternatives et défis pour les organisations syndicales des travailleurs indépendants dans l'économie informelle

Face au problème du changement climatique, le changement du paradigme pour les travailleurs indépendants ou salariés devra être soulevé. La protection sociale doit être disponible pour tous les travailleurs sans exclusion sociale de quelque nature que ce soit, pour nous prémunir contre les risques dus au changement climatique ou aux crises économiques, et veiller à une répartition plus équitable de la richesse économique et environnementale dans la société pour éradiquer la pauvreté, afin que nous puissions tous participer au bien-être assuré par une économie verte et équitable, dans un monde viable.

En tant que travailleurs qui doivent jouir de la sécurité sociale avec nos familles, nous pourrions choisir la santé, l'éducation, les loisirs, le logement et la pension de vieillesse comme nos priorités. Nous souhaitons faire partie du concept moderne de la sécurité humaine, basée sur des principes énoncés dans le cadre juridique actuel de la sécurité sociale dans notre pays et la résolution de l'OIT sur le travail décent.

LA PROTECTION DE NOTRE ENVIRONNEMENT EST LA TÂCHE DE TOUS. ■

Réchauffement de la Planète: Le Changement Climatique et son impact sur le Secteur de l'Economie Informelle de Fotssieh - Honduras

Par Eugenio Rodríguez – Fotssieh

FOTSSIEH-Honduras, a organisé un atelier en Décembre 2011 dans la ville de San Pedro Sula. Les thèmes abordés étaient les concepts de base sur le changement climatique, les effets et l'impact du changement climatique sur la société.

Pour le développement et l'étude du sujet, 35 camarades de différentes parties du pays ont été impliqués, ce qui a donné à l'étude une représentation nationale. Le premier thème central de cette réunion était le réchauffement de la planète, avec des techniques de l'atelier, y compris de "brainstorming" et un résumé des questions centrales lors des sessions plénières. Il a été conclu que le réchauffement de la planète était composé de changements météorologiques qui se produisent au fil du temps, mesurés contre les paramètres météorologiques actuels et d'autres variables, qui influent sur les relations et les conditions de vie sur la planète.

Par la suite, quatre groupes de travail ont été organisés pour discuter des questions suivantes: «Comment se produit le réchauffement de la planète?» «Qu'est-ce qui se passe lors du réchauffement de la planète?» et «Qu'est-ce qui le compose?» La session plénière a conclu que c'est le résultat de causes naturelles, et c'est "visible" dans la variabilité des conditions météorologiques, et c'est aussi produit par les activités humaines, par exemple: la déforestation, les incendies, l'utilisation de contaminants de l'environnement, etc.

En ce qui concerne la relation entre le changement climatique et les défis sociaux, la concentration était sur l'application des occupations «vertes» dans l'agriculture professions, la fourniture de l'énergie, le recyclage, la construction et le transport, en gardant à l'esprit la prévention de la contamination de l'environnement.

On a conclu que l'impact du changement climatique, y compris les maladies, une diminution de la durées de vie, la baisse de production, et dans certains cas, la destruction totale de l'économie nationale.

Les causes spécifiques suivantes ont été répertoriées:

- Un comportement irrationnel de l'homme
- Le manque de sensibilisation aux effets du réchauffement climatique et le fait qu'il n'y a pas de formation sur le sujet
- L'absence d'une stratégie gouvernementale efficace pour faire face à la situation et
- L'indifférence totale de la société.

FOTSSIEH mène d'importantes actions pour contrer ces défis, même si nous savons que pour bien lutter contre ce problème, une stratégie nationale et internationale sera nécessaire, qui doit être intégrée dans la politique de l'État.

En commençant par ces convictions, notre Fédération mène une campagne d'annonces concernant l'impact socioculturel du changement climatique, et sur l'indifférence de l'Etat du Honduras concernant le changement climatique. Au Grâce à la mobilisation, aux réunions régionales et assemblées, nous exigeons que le Président de la République puisse introduire une loi qui restitue les rivières et les forêts aux communautés, dont nous faisons partie.

Nous avons également de l'influence sur le Comité en charge de la santé des jeunes et enfants au lieu de travail et fera en sorte que notre message de la campagne se propage. Nous demandons la vigilance sur la protection des enfants, et le suivi des, l'utilisation des contaminants environnementaux. Nous nous sommes également lancés dans une campagne de ramassage de déchets dans certaines régions, en collaboration avec le gouvernement local.

Succès obtenus

- Les participants ont échangé sur les informations et la connaissance au sujet de leur conscientisation
- Ils se sont engagés à reproduire les connaissances acquises dans leurs régions et organisations respectives.
- L'intérêt pour le sujet a été réveillé.
- Le niveau de conscientisation sur le changement climatique a été soulevé.
- Les participants ont aussi demandé le suivi sous forme d'ateliers dans l'avenir. Un plan d'activités a été élaboré pour reproduire les connaissances acquises.■



Ci-dessus: FOTSSIEH a tenu un atelier dans la ville de San Pedro Sula en Décembre de l'année passée, sur le changement climatique et son impact sur la société. Sur la photo se trouvent certains des participants à l'atelier.

La Chureca en tant que modèle du peuple et une solution pour la transformation sociale, écologique et du bien-être

Par Abdy Fuentes Ubeda / Amalia Chamorro – CTCP-FNT

“La Chureca” est le nom de la plus grande décharge ouverte de déchets au pays (Nicaragua) > Cette décharge existe dans la capitale Managua depuis 43 ans. Située sur les rives du lac Xolotlan, cette décharge occupe 49 hectares, et reçoit quotidiennement 1 300 tonnes de déchets.

Entre 1 500 et 2 000 adultes et enfants classent et collectent des déchets, et sont exposés à un niveau élevé de contamination et de processus biochimiques qui peuvent causer une combustion spontanée et incontrôlée des déchets, entraînant l'émission de gaz hautement toxiques.

Le Syndicat “Ramon” des travailleurs indépendants de la Chureca, a été constitué le 25 Juillet 2008, et compte plus de 300 membres, y compris des récupérateurs et des classificateurs. Le syndicat est affilié à la Confédération des Travailleurs Indépendants (CTCP-FNT), c'est un membre du conseil d'administration de la REDNICA.

Conversion de La Chureca

Le programme de développement intégré “Acahualinca” signé par la municipalité de Managua, le Gouvernement Sandiniste et l'Agence Espagnole de Coopération (AECID), a abouti à un projet pour la transformation de La Chureca, évalué à 40 millions de dollars, qui sera achevé en 2012.

Ce programme se fera en deux phases: a) la fermeture hermétique de la décharge; b) la construction d'une usine pour le traitement et la séparation des déchets. Ceci inclut la construction d'une usine d'énergie pour la production de biogaz.

Suivi des Recommandations du Séminaire Régional de Dakar sur les Activités des Collecteurs de Déchets Recyclables en Afrique de L'Ouest

Par Sibailly Douhoure, StreetNet

Dans le but de faire le suivi des recommandations du séminaire régional de Dakar, une mission a été organisée au Togo, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, du 17 au 30 Octobre 2011, par Kapita Tuwizana, facilitateur des activités prévues dans les 3 pays. M. Kapita a visité le Togo, du 17 au 20 Octobre.



Ci-dessus: Les membres du Syndicat des Ramasseurs de Déchets “La Chureca” qui ont participé à la réunion de Red LACRE au Nicaragua en Février de cette année.

Le syndicat des recycleurs de la Chureca a survécu aux conditions d'adversité sociale, économique et politique, mais continue petit à petit à se consolider. Pendant ce processus, la reconnaissance de la représentation syndicale par les autorités dans un nouveau projet a été réalisée, ainsi les travailleurs auront la possibilité d'influencer et négocier leur participation dans l'exécution du projet et son influence sur la vie de la communauté.

La revendication présentée par le syndicat est celle d'obtenir une garantie de la restitution des droits perdus pendant les 43 années de travail et la coexistence dans un système marqué par l'exclusion, la marginalisation et la pauvreté extrême.

La réorganisation sociale

Avec l'accomplissement de la fermeture hermétique de la décharge, les membres du syndicat ont obtenu un accord que certains de leurs membres vont continuer à travailler comme recycleurs au sein du projet. Les autres membres seront intégrés en tant qu'employés dans le travail de construction; en résumé un grand nombre de membres vont travailler dans l'entreprise de recyclage.

Le syndicat propose également la formation des coopératives du recyclage, agricoles et du tourisme dont les membres participeront comme des guides pour les centres de loisirs de La Chureca.■

Il a profité de son séjour pour prendre contact avec les dirigeants de SYVEMACOT et FAINATRASIT, les 2 affiliés de StreetNet au Togo, et pour participer en tant que facilitateur au séminaire local destiné aux collecteurs de déchets recyclables. ►

Les travaux de cette activité de formation ont eu lieu à Lomé du 18 au 19 Octobre et ont été suivis par 40 personnes qui ont partagé leur expérience en ce qui concerne leurs conditions de travail. Après le séminaire, 3 plates formes qui servent de dépôt ont été visitées.

En Côte d'Ivoire, des séances de travail ont été organisées le 21 Octobre avec les dirigeants de l'UFEPCCI (Union Fédérale des Professionnels de la Pré collecte de Côte d'Ivoire) et le 22 Octobre avec les dirigeants de FEPSU-CI (Fédérations des Pré collecteurs et des Prestataires de Services Urbains de Côte d'Ivoire). Des visites de plateformes ont été effectuées pour chaque fédération à Yopougon, une banlieue d'Abidjan.

Les deux fédérations ont affirmé que la guerre survenue en Côte d'Ivoire suite aux élections présidentielles n'a pas permis de mener des activités et ont sollicité l'appui de StreetNet pour organiser ensemble une rencontre et faire le point sur les recommandations de la réunion de Dakar.

Pour le séjour à Abidjan, le programme a été réalisé conjointement avec Sibailly Douhouré, Organisateur de StreetNet, basé à Abidjan.

Le séjour de Kapita à Dakar, a été programmé du 25 au 30 Octobre. Ce programme a permis de rencontrer particulièrement les deux affiliés de StreetNet, et les dirigeants de BOKK DIOM, l'organisation des collecteurs de déchets du Sénégal. Il est ressorti des discussions que les recommandations du séminaire de Dakar n'ont pas été suivies et qu'une activité de formation va être organisée pour les membres de BOKK DIOM en collaboration avec les deux affiliés de StreetNet.

La visite effectuée par Kapita dans les 3 pays de l'Afrique de l'Ouest a montré que les affiliés de StreetNet dans ces pays sont effectivement en contact avec les collecteurs et les organisations des collecteurs. Toutefois, il est urgent d'élaborer un programme dans chaque pays et de veiller au suivi des activités en collaboration les affiliés de StreetNet. ■

Dans la perspective de Rio +20 Juin

Par Nora Wintour – StreetNet

StreetNet organise une délégation pour participer à la Conférence des Nations Unies pour le Développement Durable (CDD), plus communément connue comme Rio +20. La conférence aura lieu en Juin 2012 et sera un grand événement, avec plus d'une centaine de chefs d'Etats ou de Gouvernements présents.

Dans son processus officiel, Rio + 20 se traduira par un court document politique, qui va réaffirmer les engagements et les principes liés au développement durable, et va présenter un ordre du jour qui va orienter les activités liées à la viabilité et à la transition vers un nouveau modèle économique.

Le texte final ne sera pas un document juridiquement contraignant, mais aura des recommandations claires. La première ébauche du document a été présentée en Janvier 2012 et peut être consultée à <http://bit.ly/rio20zerodraft>. Il y aura une série de réunions à partir de maintenant jusqu'en Juin pour négocier des amendements à apporter au document.

Les principales questions en discussion sont les suivantes:

- 1 La transition vers une économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté. Les trois principaux aspects d'une économie verte en étude sont qu'elle a une faible teneur en carbone, elle a une utilisation efficace des ressources naturelles et elle est socialement inclusive.
- 2 Le cadre institutionnel (les outils de gouvernance) pour un développement durable, qui inclut à la fois la gouvernance environnementale et la gouvernance globale d'un développement durable. Un résultat probable de cette discussion est la création d'un nouvel organe de l'ONU avec une plus grande autonomie et influence ou le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) actuel afin d'améliorer la coordination entre l'ONU et les gouvernements sur l'application des accords multilatéraux sur l'environnement. Rio +20 va aussi aborder les mesures relatives à la gouvernance mondiale et l'affaiblissement des Etats Nationaux en rapport avec les pouvoirs transnationaux, tels que le capital multinational et financier. ►

Les organisations de la société civile peuvent participer aux discussions de diverses façons.

Depuis le Sommet de la Terre de 1992, l'ONU a organisé la participation directe de la société civile par la mise en place de 9 groupes majeurs, y compris les travailleurs et les syndicats, les femmes, les enfants et les jeunes, les entreprises et l'industrie ainsi que les ONG.

En plus, plusieurs organisations de la société civile et les mouvements sociaux organisent des activités avant et pendant la conférence. Il y aura un Sommet du Peuple pour la Justice Sociale et Environnementale, qui comprendra un large éventail d'événements autonomes.

Certaines des questions qui seront discutées comprennent la sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté, la sécurité énergétique, le développement durable, l'innovation technologique, les villes, l'eau, le travail décent, et la migration.

La biodiversité, le changement climatique et la désertification sont considérés comme des questions transversales qui seront soulevées dans toutes les discussions.

Le Sommet du Peuple va organiser une grande marche à Rio de Janeiro le 17 Juin.

La Délégation de StreetNet International sera composée d'Oscar Silva, Président de StreetNet, Nora Wintour, Coordinatrice des campagnes et Maira Vanucchi, consultante de la campagne Villes de Classe Mondiale pour Tous au Brésil. Peut-être qu'il y en a d'autres qui y seront aussi présents. Les organisations des vendeurs de rue de Rio vont également participer de différentes manières. StreetNet va coordonner ses travaux à Rio +20 avec WIEGO et avec les syndicats internationaux, surtout la CSI-Amériques.

Pour plus d'informations sur le Sommet du Peuple, visitez: www.cupoladospovos.org.br ■

StreetNet International: Presque neuf ans d'existence et toujours en croissance. Comment pouvons-nous mesurer son succès?

Par Mónica Garzaro Scott – StreetNet

StreetNet International a été lancé en Novembre 2002, comme une fédération des organisations des vendeurs de rue et de marché pour les représenter au niveau international. Chaque organisation membre a des responsabilités et des droits de former un réseau pour représenter autant que possible les besoins des vendeurs de rue et de marché. Depuis sa création, StreetNet a suivi les procédures, les résolutions et les politiques qui ont été convenus par son leadership élu.

Parmi les affiliés de StreetNet il ya des syndicats, des centrales syndicales, des organisations de l'économie informelle et des organisations urbaines de vendeurs de rue. Elles contribuent à unifier leurs voix en partageant les problèmes et idées communs pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés dans de nombreuses parties du monde. L'idée est de rendre visibles leurs besoins, problèmes et droits du travail aux niveaux local, national et international.

L'espace public urbain est en grande partie contrôlé et utilisé par les politiciens à leur propre avantage. Les vendeurs de rue sont constamment harcelés quand des projets d'embellissement influencent l'agenda politique, et les plans de relocalisation faits sans consulter toutes

les parties prenantes impliquées, est un phénomène habituel.

Depuis que StreetNet apporte son soutien à ses organisations membres à travers le monde, le processus d'améliorer les conditions de travail a commencé, mais il ya beaucoup de problèmes à résoudre et des différents niveaux de compréhension. Tout d'abord, nous devons tenir compte des conditions organisationnelles, les stratégies de survie et les besoins de tous les membres et ensuite les conditions politiques et historiques spécifiques à chaque pays.

En termes généraux, les vendeurs de rue partout dans le monde sont victimes de harcèlement, de la stigmatisation sociale comme une nuisance, des conditions de travail non réglementées et le manque de sécurité sociale.

Les femmes dans ce secteur souffrent plus car elles doivent en plus faire face aux problèmes générés par les sociétés patriarcales. StreetNet a créé des programmes pour renforcer la capacité des organisations membres ainsi que l'échange d'informations pour partager les expériences réelles. ►

L'un de ces programmes est ce que nous appelons "activités-pays" où StreetNet permet aux membres de choisir les domaines de travail qu'ils veulent améliorer. Bien que la décision finale soit prise par organisations affiliées, StreetNet leur donne une certaine orientation. Certains affiliés ont pleinement tiré profit de ce programme alors qu'il y en a qui n'ont pas présenté des propositions. Dans les cas où les affiliés ont choisi d'obtenir des fonds pour les activités-pays, il ya eu des résultats intéressants, où les membres ordinaires ont reçu une formation aux côtés des dirigeants.

StreetNet a une politique de genre qui renforce la participation des femmes dans toutes les activités qu'il soutient. Donc, l'une des réussites est que la plupart des membres ont pris en compte la situation des femmes et leur besoin particulier d'être formés et entendus. De part le feedback des affiliés, cette politique a renforcé la participation des femmes dans les structures de prise de décision.

StreetNet a réussi à se faire entendre et a eu un impact au niveau international avec d'autres partenaires et organisations internationales, surtout au niveau des conventions de l'OIT et des conférences des Fédérations Syndicales Internationales.

Le succès est une question très instable pour le type de travail que nous faisons car il ya de nombreuses variables à prendre en compte et changer.

Plus qu'un objectif fixe à atteindre, c'est un processus de parvenir à un ensemble commun de droits et principes qui assureront les moyens de subsistance des travailleurs vulnérables.

Nous devons continuer de travailler pour un plan à long terme et développer des stratégies sur ce qu'il faut faire pour résoudre tous les problèmes rencontrés, et continuer à suivre des près les conditions nationales et les changements internationaux. ■

MUFIS - UNE RÉUSSITE

Par Mwanda Chiwambala – MUFIS

La réussite du Syndicat Malawite pour le Secteur Informel (MUFIS) a commencé peu après son affiliation à StreetNet International. MUFIS représente les travailleurs de l'économie informelle.

Ces travailleurs sont vulnérables, il y en a dont les lieux du travail ne sont pas protégés ni sécurisés. Il ya plus de travailleurs dans l'économie informelle que dans l'économie formelle. On estime que plus de 3,5 millions de travailleurs sont dans l'économie informelle.

Il est évident que l'expansion de l'économie informelle est devenue un élément clé du marché du travail au Malawi. Ce secteur est caractérisé par de mauvaises conditions de travail. Quand on visite les lieux de travail de l'économie informelle, parfois vous ne trouverez pas de toilettes, de l'eau courante, les installations de stockage, ou une place comme un banc par exemple, pour afficher les marchandises ou alors une clôture de sécurité.

La réussite

Après l'affiliation de MUFIS à StreetNet, de nombreux succès et opportunités majeurs ont vu le jour, comme l'agrément du syndicat par le gouvernement comme représentant de l'économie informelle dans le pays. Ceci a créé un environnement plus propice au dialogue social en matière d'intégration de l'agenda du travail décent dans l'économie informelle.

MUFIS a participé aux activités locales financées par des partenaires et ces activités, à travers l'organisation et le recrutement, ont augmenté l'effectif des membres de 6800 à 10550.

Tenue des dossiers dans l'économie informelle La tenue des dossiers en ce qui concerne les questions relatives à l'économie informelle est généralement médiocre.

Cette situation est aggravée par le manque de compétences en gestion des affaires parmi les travailleurs dans l'économie informelle. En tant que tel, les travailleurs dans ce secteur tiennent rarement des informations de base telles que les heures de travail par jour; la production ou les ventes par jour, la violation des droits des travailleurs; les reçus, les comptes, et les accords contractuels formels.

Après avoir noté les lacunes ci-dessus, MUFIS a utilisé les techniques de négociation que StreetNet International nous a apprises, pour convaincre une organisation locale Italienne - Comitato Internazionale per Lo Sviluppo Popoli Dei (CISP) pour former les membres en gestion des affaires. Les membres ont également été formés en financement des coopératives comme une option viable pour leurs épargnes et crédit tout comme pour leurs propres banques. ►

MUFIS, avec l'aide financière des partenaires, a organisé et formé des membres dans plusieurs lieux de travail. Cette formation a permis de bonnes et utiles représentations et discussions.

Les travailleurs ont négocié avec les conseils municipaux à Neno quand les membres ont été expulsés du marché par le Conseil municipal dans un délai très court. Après des négociations avec les autorités, la période de délai a été étendue et les membres indemnisés.

MUFIS a collaboré avec la banque NBS pour ouvrir un compte d'épargne et de crédit (coopérative)

pour ses femmes membres. Nous considérons cette collaboration comme un mécanisme de soutien aux femmes, ce qui favorise l'accès facile au crédit à des conditions raisonnables, afin d'améliorer leurs entreprises individuelles.



Ci-dessus: Les participants à l'activité locale à Thyolo

Faire de Syvemaçot un Syndicat de Tous les Vendeurs de Rue et de Marche, un Defi ?

Par Sibailly Douhoure – StreetNet

SYVEMACOT est un des 2 affiliés de StreetNet au Togo. Ce syndicat est membre de StreetNet depuis 2005. SYVEMACOT est spécialisé dans la vente de rue et opère dans le secteur des matériaux de construction des bâtiments.

En tant qu'affilié de StreetNet, l'un des défis que SYVEMACOT doit relever dans un délai raisonnable est d'élargir sa base en recrutant tous les vendeurs de rue et de marché sans discrimination. C'est important de signaler que SYVEMACOT travaille depuis 2009 avec l'association des femmes vendeuses du Marché de Nokafu, un marché appartenant au quartier et construit grâce à l'appui du PNUD en 1999. Le marché de Nokafu compte actuellement environ 600 femmes.

L'association des femmes de ce marché est dirigée par un comité élu, composé de 9 femmes. Ce comité participe à la gestion du marché et collabore avec la structure municipale locale. L'association gère directement les latrines et le forage (puits) du marché.

L'association des femmes de ce marché participe chaque année aux activités de formation organisées par SYVEMACOT, avec le soutien financier de StreetNet. Toutefois, il reste à les associer directement dans les autres activités de gestion de SYVEMACOT. ►

Pendant les travaux de l'atelier régional de StreetNet sur le point focal et la Campagne du Nouveau Manifeste, les dirigeants de SYVEMACOT ont affirmé leur intention de recruter non seulement les autres vendeurs de rue mais également les vendeuses et vendeurs de marché. Si SYVEMACOT s'engage à réaliser cette bonne intention, le syndicat sera plus important en termes d'effectif et se rapprochera davantage d'un des objectifs majeurs de StreetNet qui est de rassembler tous les vendeurs de rue et de marché.

Le Togo est un pays qui a une tradition de vente de rue. L'économie informelle représente environ 60% du PIB. Si les travailleurs informels que sont les vendeurs de rue et de marché, constitués en majorité par des femmes sont organisés en syndicat, il y a des fortes chances que leurs voix portent plus et que leurs préoccupations soient prises en considération particulièrement dans un cadre réglementaire ou statutaire de négociations avec le Gouvernement central et les autorités municipales locales.

Pendant que les travaux de l'atelier de StreetNet avaient lieu à Lomé, les deux affiliés de StreetNet, à savoir FAINATRASIT et SYVEMACOT, ont reçu, chacun, une lettre de félicitation de la part de la Direction générale de l'informel, pour avoir mené des campagnes d'information dans 5 localités du pays et pour avoir tenu un débat dans une télévision privée. Dans les faits, il s'agit de l'activité de la Campagne du Nouveau Manifeste de StreetNet, qui a commencé le 16 Novembre 2011 et pris fin le 29 Février 2012.

Au cours de ces campagnes, les deux affiliés ont recensé tous les problèmes rencontrés par les vendeurs de rue, de marché et de commerçants transfrontaliers, en vue de les présenter dans une autre phase aux autorités gouvernementales centrales et aux municipalités locales. ■

Rapport de la Recherche sur la Campagne de Villes de Classe Mondiale pour Tous au Brésil

Par Nora Wintour – StreetNet

StreetNet International a commandé une étude des organisations de commerçants informels dans les 12 villes hôtes de la Coupe du Monde 2014 au Brésil.

La recherche était conduite entre Mai et Octobre 2011 et conçue comme une étape préliminaire à l'établissement de la campagne de Villes de classe mondiale pour tous (WCCA) au Brésil.

L'étude était réalisée par trois chercheuses, qui se sont appuyé sur le soutien technique du Centre Gaspar Garcia pour les droits de l'homme et WIEGO sous la supervision de la Coordinatrice des campagnes de StreetNet International, Nora Wintour.

La recherche a été conçue sous forme d'un programme de "recherche-action" pour aussi renforcer la capacité des dirigeants des vendeurs de rue à travailler ensemble dans une perspective nationale.

Les chercheuses ont utilisé un questionnaire semi-structuré pour mener à bien des entretiens personnels avec les dirigeants des organisations de vendeurs de rue.

Elles ont également interviewé les mouvements sociaux, les autorités gouvernementales, les ONG et les départements universitaires qui étudient la planification urbaine.

Les principaux domaines d'enquête étaient:

- Le cadre juridique
- Les informations sur les membres, la composition et la structure organisationnelle,
- La nature sexuée de l'organisation,
- Le contexte politique et les alliés avec lesquels ils travaillaient,
- Les principales revendications des différentes organisations,
- L'impact possible de la Coupe du Monde.

Le 26 Octobre, les organisations des vendeurs de rue d'autres organisations, y compris la CUT-Bราซิล, la CSI et le Centre des mouvements populaires, ont adopté la plate-forme. Ce fut une occasion historique représentant la première fois que les organisations des vendeurs de rue ont eu l'occasion de se rencontrer et d'adopter une plate-forme nationale de revendications. ►

La déclaration a également condamné les violences policières contre les vendeurs de rue qui ont lieu à Bras, au centre de Sao Paolo pendant la réunion, et a appelé au respect des vendeurs informels au cours de la Coupe du Monde. (Pour le texte de la déclaration, voir www.streetnet.org.za/campaigns)

Les chercheuses ont identifié 89 organisations des vendeurs de rue au total, dans 10 villes hôtes. La grande majorité sont des organisations qui sont géographiquement localisées et enregistrées comme des associations. Il ya une fragmentation et une division marquées parmi les organisations. Ces organisations travaillent d'une manière relativement isolée au niveau municipal et n'ont développé aucune structure de coordination au niveau des États, sans parler d'un réseau national au niveau fédéral.

Principaux défis

- Les municipalités n'octroient pas de nouvelles licences aux vendeurs dans les centres des villes hôtes. Plusieurs vendeurs de rue se retrouvent donc dans une situation précaire légalement, en proie à un traitement arbitraire et d'autres formes d'abus.
- L'illégalité favorise souvent la corruption où les dirigeants des vendeurs de rue sont utilisés par la police et les autorités municipales pour

percevoir des paiements arbitraires. De telles situations affectent directement la capacité des organisations de vendeurs de rue à organiser.

- Dans certaines villes, il ya une augmentation du harcèlement de la police contre les vendeurs de rue, y compris la confiscation de leurs biens sans compensation ou restitution; des amendes, et parfois, il ya des incidents de violence physique et d'emprisonnement.
- La majorité de vendeurs de rue n'ont pas de licences et donc leurs besoins ne sont pas pris en compte par les autorités gouvernementales; il ya souvent des divisions aiguës entre les vendeurs qui possèdent des licences et ceux qui n'en ont pas.

Principales revendications

- La principale revendication de toutes les organisations est d'avoir un milieu de travail sécurisé et permanent avec une licence, délivrée par les autorités municipales, que ce soit sur les rues ou dans un centre commercial populaire. Ils veulent la reconnaissance juridique et sociale comme quoi ils ont le droit de vendre sur des espaces publics afin de gagner un revenu pour eux-mêmes et le. ■

INFORMATIONS SUR LES ACTIVITES DES STRUCTURES REGIONALES DE STREETNET

Par Sibailly Douhoure et Monica Garzaro – StreetNet

Reunion du Point Focal pour les Amériques

La rencontre a eu lieu à Managua, au Nicaragua, du 20 au 25 Février 2012. Les membres de CTCP, la Coordinatrice Internationale de StreetNet, l'organisatrice chargée de la Région et le Président de StreetNet y ont participé. L'objectif de la réunion était d'habiliter CTCP qui est le Point Focal régional, dans ses tâches de coordination régionale, dont elle a besoin en vue de consolider la Structure de cette région de StreetNet International, en tant que moyens pour renforcer l'organisation dans son ensemble.

Cet effort a été couronné de succès, dans la mesure où les éléments pour le Plan d'Action 2012-2013 ont été identifiés, tels que :

- (a) La communication
- (b) La réunion régionale pour discuter avec les affiliés de la région concernant l'utilisation des budgets des activités par pays.
- (c) Rencontre avec les centrales syndicales nationales au Paraguay;
- (d) Coordonner la participation des affiliés aux recherches de StreetNet, aux campagnes, à la stratégie pour la Protection Sociale de base à la Conférence Internationale du Travail organisée par l'OIT. ►

- (e) Coordonner la participation des affiliés pour le 10^{eme} Congrès International de StreetNet en 2013, avec la préparation des thèmes pour les nouvelles résolutions.

La rencontre a pris fin le Samedi 25 Février 2012 à 12h00.

Reunion du point focal Regional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Du 6 au 9 Mars 2012, l'Organisateur de StreetNet, Sibailly Maximilien Douhouré, et la Coordinatrice des Campagnes, Nora Wintour, ont facilité un atelier régional à Lomé, pour discuter du Plan d'Action 2012-2013 pour le Point Focal de cette région. La stratégie de communication qui a été élaborée à cette rencontre contient les points suivants:

- Le Point Focal va mettre en place un répertoire des affiliés contenant le numéro de téléphone, adresse postale, e-mail, fax, Skype.
- Il est demandé à tous les affiliés de s'équiper pour communiquer par Skype. Un CD contenant des instructions pour le téléchargement a été distribué à tous les participants.
- Le point focal va organiser des téléconférence mensuelles l'organisateur de StreetNet (Sibailly Douhoure) et si nécessaire avec la Coordinatrice de Campagne (Nora Wintour).

- Le point focal encouragera un échange périodique avec les affiliés sur leurs activités.
- Le point focal va encourager les affiliés à écrire des articles avec photos pour le bulletin, le site Web et le blog (streetnet-campaigns)
- Le point focal doit produire des rapports écrits de manière régulière sur les activités de la région

Les autres points ci-après ont été examinés dans le cadre du Plan d'Action 2012-2013:

- Recrutement de nouveaux affiliés
- Organiser les Jeunes (mettre l'accent sur le recrutement et la formation)
- Participation des affiliés à la Journée Internationale d'action pour les vendeurs de rue et marché
- Formation sur la Protection Sociale
- Programme pour les commerçants transfrontaliers
- Préparation du Congrès International

Les participants ont convenu de déplacer le Point Focal et ont proposé SYVEMACOT/Togo pour l'abriter. Les travaux du séminaire ont été suivis par 19 participants dont 15 femmes issus de 10 pays différents. ■



Ci-dessus: La Réunion du point Focal Régional de StreetNet pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale s'est tenue à Lomé/Togo. Sur la photo il y a les participants, l'Organisateur de StreetNet, la Coordinatrice de Campagnes de StreetNet et le Secrétaire General de la CSTT.